

La mondialisation



Aperçu des grandes questions

Saleh M. Nsouli et Françoise Le Gall

LES ARTICLES qui suivent explorent la façon dont l'Afrique peut se repositionner pour bénéficier pleinement de la mondialisation — tout en limitant le plus possible les risques inhérents à ce processus — afin d'accélérer la croissance économique et de réduire la pauvreté. L'ensemble de ces articles donne l'esquisse d'une approche visant à accroître les bienfaits de la mondialisation pour l'Afrique. C'est une question particulièrement importante étant donné la position où se trouve l'Afrique dans l'économie mondiale : sa part du commerce mondial s'est érodée, l'investissement direct étranger dans la plupart des pays reste à de très faibles niveaux et l'écart du revenu par rapport à celui des pays avancés s'est creusé. Aujourd'hui, plus de 300 millions d'habitants d'Afrique subsaharienne ont moins de 1 dollar par jour pour vivre. De toutes les régions du monde, l'Afrique subsaharienne a la plus forte proportion — 48 % — de personnes vivant dans la pauvreté extrême. La nouvelle initiative pour l'Afrique récemment adoptée par les dirigeants africains vient en riposte à ces défis. Elle ne promet pas le *statu quo*. Au contraire, dans le contexte d'un monde de plus en plus interdépendant, elle représente une approche intégrée et résolue de la lutte contre la pauvreté en Afrique.

Dans un récent discours portant sur la nouvelle initiative pour l'Afrique et, plus généralement, sur un partenariat mondial pour le développement économique de l'Afrique, le Directeur général du FMI, Horst Köhler, soulignait l'importance d'une approche exhaustive pour répondre aux questions cruciales concernant la mondialisation. Ce cadre, a-t-il ajouté, «doit répondre au fait que l'humanité se partage un seul monde, et il doit établir les bases d'une prospérité plus largement répartie». Et la Première Directrice générale adjointe du

FMI, Anne Krueger, déclarait récemment que, dans certaines parties du monde, la mondialisation a brisé les chaînes de la pauvreté et rehaussé le niveau de vie, mais qu'il faut faire davantage pour ceux qui restent en arrière. Elle a souligné que la mondialisation demeurera un moyen de fermer l'écart entre les pays industrialisés et le reste du monde.

Ces questions ont formé la toile de fond d'un séminaire de haut niveau sur la mondialisation et l'Afrique, qui a eu lieu à Tunis les 5 et 6 avril 2001. Organisé par l'Institut du FMI dans le cadre de son programme d'activités avec l'Institut multilatéral d'Afrique et avec le patronage de la Banque centrale de Tunisie, ce séminaire a réuni des ministres, gouverneurs de banque centrale et autres responsables de 14 pays africains (dont 3 pays d'Afrique du Nord), des représentants d'un certain nombre d'organisations régionales, des administrateurs du FMI représentant les pays d'Afrique et de hauts fonctionnaires du FMI.

Les articles figurant dans ce numéro sont fondés sur des études présentées à ce séminaire. Dans l'article d'introduction, Mohamed Daouas traite de l'objectif primordial qui est de faire de la mondialisation — cette réalité multidimensionnelle — un processus d'intégration de toutes les nations. Ce défi, déclare-t-il, exige des efforts considérables de toutes les parties concernées. Les pays africains devront s'employer résolument à accélérer les réformes, tandis que la communauté internationale devra apporter une assistance financière et technique suffisante à l'appui des initiatives dans ce sens.

Se concentrant sur la mondialisation pour l'Afrique subsaharienne, S. Ibi Ajayi note que l'Afrique doit s'intégrer à l'économie mondiale en se laissant guider par ses principaux objectifs — une croissance et un développement plus rapides

et l'Afrique



et la réduction de la pauvreté. Après avoir évoqué les raisons pour lesquelles l'Afrique n'a pas encore récolté les fruits de la mondialisation, il indique les mesures qu'elle doit prendre maintenant. Bien que chaque pays africain doive se doter de la stratégie de développement la mieux adaptée à ses spécificités, Evangelos Calamitsis suggère que la plupart des pays devront sans doute mettre en œuvre des politiques et réformes intérieures plus énergiques destinées à consolider la stabilité macroéconomique, renforcer la mise en valeur des ressources humaines, améliorer les infrastructures de base et stimuler le développement agricole, accélérer la libéralisation des échanges et l'intégration économique régionale, promouvoir un système bancaire sain, favoriser l'investissement privé et assurer une bonne gouvernance. Dans son article, Robert Sharer souligne qu'il est important d'améliorer les performances de l'Afrique en matière de commerce extérieur. Outre la poursuite de la libéralisation des échanges, il suggère que les pays africains renforcent leurs accords d'intégration régionale et tirent parti des moyens d'accroître leur pouvoir de négociation dans le système commercial mondial.

Mais le programme de réforme ci-dessus, pour aussi exhaustif qu'il soit, ne suffit pas. Seyni N'Diaye soutient que, pour faciliter leur pleine intégration dans le système économique mondial, la plupart des pays africains devront procéder à des réformes institutionnelles. En particulier, ils devraient limiter le rôle de l'État à la prestation des services publics essentiels, promouvoir un secteur privé dynamique dans un cadre réglementaire libéral et transparent, et renforcer le rôle de la société civile, ce qui pourrait contribuer de façon importante à la lutte contre la pauvreté et à la protection de l'environnement.

Deux études de cas, sur Maurice et la Tunisie, rappellent que les pays africains peuvent effectivement réussir à s'intégrer à l'économie mondiale et à réduire sensiblement la pauvreté. Comme le note Arvind Subramanian, le succès de l'île Maurice tient dans une mesure non négligeable à des fondamentaux économiques sains — des politiques macroéconomiques stables, des incitations qui s'équilibrent entre les secteurs des

biens échangeables et non échangeables et un secteur des services efficient — et, ajoute-t-il, à la haute qualité de sa gouvernance. Dans la même veine, Abdellatif Saddem explique que l'expérience de la Tunisie met en relief les bienfaits de politiques macroéconomiques prudentes et de vastes réformes structurelles, y compris d'une intégration plus étroite à l'Europe (dans le cadre d'un accord d'association avec l'Union européenne), à l'Afrique et au monde arabe. Bien que la coopération inter-régionale soit une composante essentielle de la stratégie de développement de la Tunisie, M. Saddem explique qu'elle ne saurait être substituée à la poursuite des efforts de réformes intérieures. Selon Paul Chabrier, pour que l'Afrique du Nord tout entière réussisse à dynamiser l'investissement et la croissance, elle doit adopter une stratégie reposant sur quatre piliers : le maintien de politiques macroéconomiques saines, la libéralisation du marché intérieur et une plus grande ouverture sur l'extérieur, la conclusion d'accords d'association bilatéraux avec l'Union européenne, et des mesures au plan régional pour compléter les accords de coopération avec l'Union européenne.

Les deux derniers articles portent sur le rôle de la communauté internationale et du système financier international. G.E. Gondwe récapitule les mesures que le FMI met en œuvre pour promouvoir une intégration régionale efficace en Afrique, sujet qui a dominé les entretiens du Directeur général du FMI et du Président de la Banque mondiale avec les chefs d'État africains lors du voyage qu'ils ont effectué ensemble en Afrique en février 2001. Dans notre article, nous examinons les progrès des pays africains dans la mise en œuvre de politiques compatibles avec la nouvelle architecture financière internationale. Les pièces maîtresses de cette nouvelle architecture, associées à l'initiative conjointe du FMI et de la Banque mondiale pour l'allègement de la dette, dite initiative en faveur des PPTE (pays pauvres très endettés), et la facilité de prêts concessionnels récemment créée par le FMI (facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance), ne sont pas seulement pertinentes pour le programme économique actuel de l'Afrique, mais elles peuvent aussi contribuer à la faire avancer. **F&D**